



Janvier 2007

La France à la loupe

La lutte contre le racisme et l'antisémitisme en France

La France dispose depuis longtemps d'une législation particulièrement avancée. La **protection contre toutes les formes de discrimination** a été inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Afin de définir les orientations de la politique menée pour lutter contre ces actes, le **Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** (CILRA) a été créé, par [décret](#) du Président de la République du 8 décembre 2003. Il veille à la cohérence et à l'efficacité des actions engagées par les différents ministères. Il arrête un programme d'actions et s'assure de sa mise en oeuvre. Il agit dans six grands domaines : Sécurité, Justice, Education, Cohésion sociale, Communication et Affaires étrangères (voir le [dossier de presse](#)).

La **Haute Autorité de lutte contre le racisme et pour l'égalité** (HALDE) a été créée par la [loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004](#) et le [décret n° 2005-215 du 4 mars 2005](#) pour informer et orienter le grand public, accompagner les personnes discriminées (et, s'il y a lieu, instruire le dossier après une réclamation), valoriser et diffuser les bonnes pratiques. Elle émet des avis, lance des actions de sensibilisation et effectue des actions de recherche et d'études.

DISPOSITIF DE PREVENTION

Le gouvernement souhaite prévenir de tels actes par le rappel des valeurs communes en :

- mobilisant l'Education nationale pour mettre fin aux dérives communautaires (voir les [mesures](#)) ;

- réaffirmant le principe de laïcité ;
- maintenant un haut niveau de vigilance ;
- rappelant le modèle français d'intégration grâce à la création du [Haut Conseil à l'intégration](#) ;
- insistant sur le devoir de mémoire.

Les organisations non gouvernementales jouent également un rôle important dans la lutte contre ces actes, comme : Aide à Toute Détresse - Quart Monde (ATD Quart Monde), le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA) et Amnesty International.

DISPOSITIF LEGISLATIF

De nombreuses lois forment le dispositif français de lutte contre le racisme et l'antisémitisme :

- la [loi du 29 juillet 1881](#) sur la liberté de la presse (chapitre IV), première loi **sanctionnant les propos publics discriminatoires** ;
- la loi n° 72-546 du 1er juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme par laquelle un certain nombre d'**actes de la vie courante** sont **érigés en infraction** (par exemple, le refus de fournir un bien ou le licenciement pour des raisons raciales) ;
- la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe avec en particulier, **création du délit de contestation de crime contre l'humanité** ;
- le nouveau Code Pénal, entré en application le 1er mars 1994, a créé de **nouvelles infractions et renforcé la répression des délits racistes** (les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement) ;
- la loi n°2003-88 du 3 février 2003 visant à **aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe** ;
- la [loi n°2004-204 du 9 mars 2004](#) portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité précise cette **circonstance aggravante quand l'infraction est "précédée, accompagnée ou suivie de propos, écrits, images, objets ou actes" racistes ou antisémites**.

Pour punir les infractions à caractère raciste, la loi prévoit différentes sanctions pénales allant de l'amende, la privation des droits civiques à l'emprisonnement. Par exemple, l'injure raciale est punie de 6 mois d'emprisonnement au plus et/ou d'une amende de 22 500 € au plus, le refus de fournir un bien ou un service fondé sur une discrimination nationale, ethnique, raciale ou religieuse de deux ans d'emprisonnement au plus et d'une amende de 30 000 € au plus.

Sur Internet, le dispositif de prévention et de répression a également été renforcé par la [loi n° 2004-575 du 21 juin 2004](#) pour la confiance dans l'économie numérique. Les hébergeurs et fournisseurs d'accès à Internet ont maintenant l'obligation de contribuer à la lutte contre la diffusion de données à caractère pédophile, négationniste et raciste (voir le [dossier](#) sur la loi par le Forum des droits sur l'Internet).

QUELQUES CHIFFRES

Lors du 7ème Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme du 30 janvier 2006 (voir le [communiqué](#)), le Premier Ministre a rappelé les chiffres montrant l'efficacité de cette politique : les actes antisémites ont diminué de 47% en 2005 par rapport à 2004, les autres actes racistes et xénophobes de 22%.

La Commission Consultative Nationale des Droits de l'Homme (CCNDH) détaille ces chiffres dans son dernier rapport. Elle rappelle que l'année 2004 avait été marquée par une forte augmentation de ces actes et que, grâce à une forte mobilisation et une prise de conscience collective, ces actes ont été en très net recul en 2005. Néanmoins, la CCNDH note que ces chiffres sont encore très élevés par rapport à la période 1995-1999.

Enfin, dans son rapport annuel de 2005, la HALDE a établi une répartition des réclamations qui lui ont été faites, par critères de discrimination : celles portant sur l'origine représentent le plus grand nombre (39,6%).

Pour aller plus loin

DOSSIERS

- **Lutte contre l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie** / Site de la Présidence de la République française.
http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/les_dossiers/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie/lutte_contre_l_antisemitisme_le_racisme_et_la_xenophobie.21477.html
- **Racisme et antisémitisme : une lutte efficace contre l'inacceptable** / Portail du Premier Ministre, juillet 2005.
http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/racisme_antisemitisme_623/
- **Cybercriminalité : la politique du Gouvernement** : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur Internet / Portail de l'Internet, avril 2005.
<http://www.internet.gouv.fr/information/information/dossiers/cybercriminalite-politique-du-gouvernement/lutte-contre-racisme-antisemitisme-sur-internet-30.html>
- **For a Republic Based on Equality** / Gouvernement Portal, October 2004.
http://www.premier-ministre.gouv.fr/en/information/reports_98/for_republic_based_on_412/
- **Para una Republica de la Igualdad** / Portal del Gobierno, octubre de 2004.
http://www.premier-ministre.gouv.fr/es/information/temas_actualidad_124/para_una_republica_igualdad_413/
- **Les lois antiracistes** : les guides de la Justice / Ministère de la Justice, avril 2003.
http://www.vie-publique.fr/documents-vp/lois_antiracistes.pdf

PUBLICATIONS

- **Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité : rapport annuel**, avril 2006.
<http://www.halde.fr/rapport-annuel/2005/>
- **La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie : année 2005** / Commission nationale consultative des droits des l'homme. – La Documentation française, mars 2006.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000264/index.shtml>
- **Les moyens de la lutte contre l'expression raciste, antisémite, ou xénophobe sur l'internet : dossier de presse** / Forum des droits sur l'internet, juin 2004.
http://www.foruminternet.org/telechargement/forum/dp_racisme_20040616.pdf
- **Les dispositions pénales en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations** / Ministère de la Justice, avril 2004.
<http://www.justice.gouv.fr/publicat/guideracisme.pdf>
- **Le Comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** / Service de Presse du Premier Ministre
http://www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/DP_-_CILRA_-_17_01_2005.pdf

ARTICLES

- **Les actes racistes et antisémites, aujourd'hui, en France** / G. Fellous. – Regards sur l'actualité, n°305, novembre 2004.
- **Le droit pénal face au racisme** / M. Bourrette. – Regards sur l'actualité, n°305, novembre 2004.
- **La lutte contre les discriminations raciales**. – Regards sur l'actualité, n°299, mars 2004.